

de la signature du présent arrêté, les ajustements des budgets sont censés être approuvés conformément à l'article 5 de la Loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

**Art. 3.** Une copie du présent arrêté est transmise, à titre d'information, à la Cour des Comptes, au Parlement flamand et au Département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Famille.

**Art. 4.** Le Ministre flamand qui a les finances et le budget dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 mai 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

La Ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,

V. HEEREN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2612

[C - 2009/29365]

**30 AVRIL 2009. — Décret modifiant le décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :  
CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions modifiant le décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le décret de la Communauté française du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances, il est inséré un chapitre 1<sup>er</sup> intitulé « Champ d'application et objectifs ».

Ce chapitre 1<sup>er</sup> regroupe les articles 1<sup>er</sup> à 4 du même décret.

**Art. 2.** A l'article 1<sup>er</sup> du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « pouvoirs organisateurs de » sont insérés entre les mots « conditions générales d'agrément des » et « centres de vacances »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « agréés » est supprimé;

3° un nouvel alinéa 2 est inséré, rédigé comme suit : « Il définit les conditions d'obtention du brevet d'animateur et de coordinateur de centres de vacances. »;

4° à l'alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa 3, les mots « s'il n'a été agréé préalablement » sont remplacés par les mots « s'il n'est pas organisé par un pouvoir organisateur préalablement agréé ».

**Art. 3.** A l'article 4 du même décret, les mots « de deux semaines consécutives au moins » sont remplacés par les mots « d'une semaine au moins ».

**Art. 4.** Dans le chapitre I du même décret, un article 4*bis* est inséré entre l'article 4 et l'article 5, rédigé comme suit :  
« Art. 4*bis*. L'O.N.E. assure la mise en œuvre, pour ce qui le concerne, des dispositions arrêtées par le Gouvernement en application des articles 5, § 7, 9, 11 à 13, 16 et 17*bis*. »

**Art. 5.** Dans le même décret, il est inséré un chapitre 2 intitulé « De la qualification de l'encadrement ».

Ce chapitre 2 regroupe les articles 5 et 6 du même décret.

**Art. 6.** L'article 5 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 5. § 1<sup>er</sup>. Dans les centres de vacances, les enfants et les jeunes sont encadrés par du personnel qualifié selon les normes d'encadrement minimal fixées à l'article 7, 8°.

§ 2. Par personnel qualifié on entend :

1° l'animateur breveté, âgé de dix-sept ans accomplis, titulaire du brevet d'animateur de centres de vacances homologué par la Communauté française;

2° le coordinateur qui est l'animateur visé au 1°, au § 3, au § 4 ou au § 5, âgé de dix-huit ans accomplis, et qui est titulaire du brevet de coordinateur de centres de vacances homologué par la Communauté française;

3° le responsable qualifié, qui est l'animateur breveté, âgé de dix-huit ans au moins, désigné par les instances d'un mouvement de jeunesse reconnu par la Communauté française et qui peut faire preuve d'une expérience d'au moins un an d'animation, postérieure à l'acquisition du brevet d'animateur de centres de vacances.

§ 3. Sont assimilées au personnel qualifié visé au § 2, 1°, les personnes qui justifient d'une expérience utile de cent cinquante heures de prestations au sein d'un centre de vacances agréé et qui sont porteuses de l'un des titres qui suivent :

1° un diplôme ou certificat de fin d'études à orientation sociale ou pédagogique, au moins du niveau de l'enseignement technique secondaire supérieur;

2° un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur social, pédagogique ou en éducation physique au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale;

3° un brevet d'instructeur en éducation physique, sport et vie en plein air délivré par la direction centrale des organisations de jeunesse et des organisations d'adultes selon les critères de l'arrêté ministériel du 20 mai 1976.

§ 4. Sont assimilées au personnel qualifié visé au § 2, 1°, pour l'encadrement des enfants de six ans et moins, les personnes qui justifient d'une expérience utile de cent cinquante heures de prestations en centre de vacances agréé et qui sont porteuses d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études de puéricultrice.

§ 5. Sont assimilées au personnel qualifié visé au § 2, 1<sup>o</sup>, les personnes qui justifient d'une expérience utile de cent cinquante heures de prestations en centre de vacances agréé et qui sont porteuses d'un certificat de qualification «auxiliaire de l'enfance» spécifique à l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale.

§ 6. Sont assimilées au personnel qualifié visé au § 2, 2<sup>o</sup>, les personnes qui justifient d'une expérience utile de deux cent cinquante heures de prestations en centres de vacances agréés et qui sont porteuses d'un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur social ou pédagogique au moins.

§ 7. Le Gouvernement détermine les conditions selon lesquelles l'expérience utile est réalisée et validée.

§ 8. A partir du 1<sup>er</sup> octobre 2011, pour pouvoir être assimilées au personnel qualifié, les personnes visées aux paragraphes 3 à 6 doivent, en plus de l'expérience utile et du diplôme, titre ou certificat requis, justifier d'une formation complémentaire de 40 heures maximum, centrée sur les spécificités de l'accueil des enfants en centres de vacances.

Une dérogation peut être octroyée par l'O.N.E. aux pouvoirs organisateurs pour les centres de vacances organisés entre le 1<sup>er</sup> octobre 2011 et le 30 septembre 2012 s'ils établissent qu'ils ne sont pas en mesure d'assurer l'encadrement requis avec du personnel remplissant les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Les modalités de la formation complémentaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en termes de définition de l'offre, des contenus, durée et publics cibles, sont définies par la commission générale d'avis et l'O.N.E.

Cette offre de formation complémentaire est intégrée dans le programme triennal de formation arrêté tous les trois ans par le Gouvernement, sur proposition de l'O.N.E. et après avis de la commission générale d'avis relative aux centres de vacances. »

**Art. 7.** Dans le même décret, il est inséré un article *5bis* rédigé comme suit :

« Article *5bis*. § 1<sup>er</sup> Les brevets d'animateur de centres de vacances et de coordinateur de centres de vacances sont déterminés comme suit :

1<sup>o</sup> Le brevet d'animateur de centre de vacances est délivré sur la base de l'acquisition d'une formation de trois cents heures comportant cent cinquante heures théoriques et cent cinquante heures de stage pratique au sein d'un centre de vacances agréé;

2<sup>o</sup> Le brevet de coordinateur de centres de vacances est délivré sur la base de l'acquisition d'une formation de quatre cents heures comportant cent cinquante heures théoriques et deux cent cinquante heures de stage pratique au sein d'un centre de vacances agréé.

§ 2. La formation d'animateur de centres de vacances :

1<sup>o</sup> rend le participant capable d'assurer l'encadrement et l'animation d'un groupe d'enfants et/ou d'adolescents;

2<sup>o</sup> rend le participant capable d'assurer la mission éducative d'un centre de vacances, sur base d'un projet pédagogique tel que défini à l'article 7, 3<sup>o</sup>;

3<sup>o</sup> s'inscrit dans une démarche culturelle originale d'Education permanente qui a pour objectif de favoriser et développer chez les participants :

— des capacités de choix, d'analyse, d'action et d'évaluation;

— des attitudes de responsabilités et de participation active dans une perspective d'émancipation individuelle et de construction collective.

La formation de coordinateur de centres de vacances :

1<sup>o</sup> rend l'animateur de centres de vacances capable d'assurer la responsabilité d'un centre de vacances;

2<sup>o</sup> rend l'animateur de centres de vacances capable de développer, avec son équipe d'animation, l'application d'un projet pédagogique défini par un pouvoir organisateur de centres de vacances;

3<sup>o</sup> s'inscrit dans une démarche culturelle originale d'Education permanente qui a pour objectif de favoriser et développer chez les participants :

— des capacités de choix, d'analyse, d'action et d'évaluation;

— des attitudes de responsabilités et de participation active dans une perspective d'émancipation individuelle et de construction collective.

Les contenus des formations portent notamment sur les matières suivantes en lien direct avec les fonctions exercées par les animateurs ou les coordinateurs de centres de vacances : l'expression, la créativité, santé et bien-être des enfants, les premiers soins, la prévention, la déontologie, la bien-traitance des enfants, les méthodes actives d'éducation, l'organisation d'activités, la communication, la psychologie de l'enfant et de l'adolescent, la gestion de groupe, l'éveil culturel, les Droits de l'Enfant, les méthodes et enjeux de l'Education permanente en centres de vacances, la gestion et le respect des différences, le lien entre le projet pédagogique du centre de vacances, sa mise en pratique et son évaluation.

Le Gouvernement détermine les contenus et les modalités d'organisation des formations ainsi que les conditions selon lesquelles le stage pratique est réalisé et validé.

§ 3. La formation est organisée par un organisme de formation habilité à cet effet par le Gouvernement, sur avis de la commission générale d'avis visée à l'article 17*bis*.

L'habilitation repose sur :

1<sup>o</sup> le respect des contenus et des modalités concernant l'organisation des formations;

2<sup>o</sup> le respect des modalités concernant l'homologation des brevets;

3<sup>o</sup> la constitution en asbl de l'organisme dont le siège social doit se situer en Communauté française ou le fait d'être pouvoir public;

4<sup>o</sup> une expertise constatée dans l'organisation de centres de vacances en tant que pouvoir organisateur ou partenaire de pouvoir organisateur;

5<sup>o</sup> la construction d'un projet de formation en lien avec les besoins des terrains;

6<sup>o</sup> la mise en œuvre, au sein des formations organisées dans le cadre de l'habilitation, de méthodes qui permettent de rencontrer les objectifs visés par l'Education permanente, tels que définis dans l'art. 5*bis*, § 2.

7<sup>o</sup> l'acceptation par l'organisme de formation de se soumettre au contrôle organisé par le Gouvernement.

En outre, l'organisme habilité participe activement au processus d'évaluation de la formation mise sur pied par la commission d'avis visée à l'article 17bis. Il s'engage également à limiter les frais de participation demandés aux participants selon un plafond déterminé par le Gouvernement sur avis de la commission d'avis visée à l'article 17bis.

Cette habilitation est octroyée pour une période de 5 années renouvelables. Elle peut être retirée à l'organisme de formation qui ne remplit plus les conditions d'habilitation requises pour l'habilitation ou qui ne se soumet plus aux obligations qui lui incombent.

Le Gouvernement détermine la procédure selon laquelle l'habilitation est octroyée et retirée.

Le Gouvernement fixe la procédure de recours contre les décisions de refus ou de retrait d'habilitation.

§ 4. L'obtention du brevet est soumise à la décision de l'équipe pédagogique mandatée par l'organisme de formation, au terme du parcours de formation comprenant la formation théorique et le stage pratique.

§ 5. Les brevets qui répondent à toutes les conditions déterminées aux §§ 1 à 4 sont soumis à l'homologation de la Communauté française. Le Gouvernement en détermine la procédure.

§ 6. Le Gouvernement détermine les modalités pratiques selon lesquelles une équivalence au brevet d'animateur ou au brevet de coordinateur visés au § 1<sup>er</sup> peut être délivrée lorsque toutes les conditions du présent article ne sont pas remplies. Ces équivalences sont octroyées sur avis conforme de la commission générale d'avis visée à l'article 17bis en tenant compte :

1° des formations suivies en dehors de l'enseignement de la Communauté française, attestées par les organismes de formation. Pour être prises en compte, un lien doit pouvoir être établi entre les contenus et objectifs de ces formations et ceux déterminés pour l'obtention du brevet. Si ces formations ne sont pas assorties d'un titre valorisable, un minimum de 120 heures de formation doit pouvoir être pris en compte pour mener à une équivalence.

2° des titres (diplômes et/ou certificats) acquis dans l'enseignement de la Communauté française, au minimum du niveau secondaire supérieur pour les animateurs et du niveau supérieur pour les coordinateurs. Pour être pris en compte, ces diplômes doivent être délivrés en fin d'études à finalité de type pédagogique, social ou artistique.

3° de l'expérience acquise dans d'autres cadres que les centres de vacances et en centres de vacances.

Pour toute équivalence,

— la majorité des contenus et objectifs de la formation doit avoir été abordée

— une expérience doit être acquise en centres de vacances, dont le nombre d'heures ne peut être inférieur au nombre d'heures requis pour le stage pratique du brevet visé par l'équivalence.

Sur avis de la commission d'avis visée à l'article 17bis, le Gouvernement détermine le nombre d'heures requis en fonction de critères tenant compte des formations et/ou des titres obtenus.

§ 7. Nul ne peut délivrer le brevet d'animateur de centres de vacances ou de coordinateur de centres de vacances ou faire référence d'une quelconque manière aux centres de vacances de la Communauté française dans les documents relatifs aux formations qu'il organise s'il n'y a été habilité préalablement en application du présent décret. »

**Art. 8.** A l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « tel que défini à l'article 7, 8° » sont insérés entre les mots « d'un centre de vacances » et les mots « doit être »;

2° les mots « âgé de 16 ans accomplis et être » sont insérés entre les mots « doit être » et les mots « de bonne vie et mœurs »;

3° après les mots « de bonne vie et mœurs », le mot « et » doit être remplacé par le terme « Elle ».

**Art. 9.** Dans le même décret, il est inséré un chapitre 3 intitulé « De l'agrément ».

Ce chapitre 3 regroupe les articles 6bis, tel qu'inséré par le présent décret, à 9 du décret de la Communauté française du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances.

**Art. 10.** Dans le chapitre 3 du même décret inséré par l'article 8, il est inséré un article 6bis rédigé comme suit :

« Article 6bis. Un pouvoir organisateur doit solliciter un agrément par type de centre de vacances visé à l'article 2 qu'il organise. »

**Art. 11.** A l'article 7 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase introductive, les mots « l'organisateur d'un centre » sont remplacés par les mots « , le pouvoir organisateur d'un ou plusieurs centres »;

2° le point 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° dans le respect du code de qualité de l'accueil, définir un projet d'accueil lequel contient :

a) un projet pédagogique qui rencontre les missions visées à l'article 3 et qui fixe les objectifs poursuivis, les méthodes et les moyens développés; ce projet tient compte des composantes socioculturelles de la société;

b) un règlement d'ordre intérieur qui détermine les modalités pratiques de fonctionnement, d'organisation, de gestion des ressources humaines, de collaboration avec les différents partenaires et les parents; ce règlement précise également le dispositif mis en place pour que l'accès et la participation des enfants soient garantis et non empêchés par le montant de la participation financière éventuellement due par les parents; le pouvoir organisateur s'engage à ce que les parents ou les personnes qui exercent l'autorité parentale soient informés du contenu de ce règlement; »;

3° au point 5°, les mots « s'engager à » sont insérés avant les mots « disposer d'une infrastructure »;

4° au point 6°, la phrase introductive « s'engager à faire couvrir par des polices d'assurance : » est remplacée par ce qui suit :

« 6° avoir des polices d'assurance couvrant : »;

5° le point 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° s'engager à assurer un encadrement dont les normes minimales sont :

a) i) pour les plaines et séjours de vacances : un coordinateur ou un animateur qui effectue son stage pratique de 2<sup>e</sup> cycle de formation de coordinateur de centres de vacances;

ii) pour les camps de vacances : un responsable qualifié ou un coordinateur ou un animateur qui effectue son stage pratique de 2<sup>e</sup> cycle de formation de coordinateur de centres de vacances;

b) un animateur par groupe de huit enfants si l'un ou plusieurs des enfants sont âgés de moins de six ans;

c) un animateur par groupe de douze enfants âgés de plus de six ans;

d) un animateur sur trois au moins, au regard de l'encadrement minimal visé aux points b) et c), qui doit être soit qualifié, c'est-à-dire breveté ou assimilé, soit en 2<sup>e</sup> stage pratique dans son cursus de formation en vue de l'obtention du brevet d'animateur; »;

6° le point 9° est remplacé par ce qui suit :

« 9° s'engager à proposer et à organiser des activités variées favorisant la participation de tous, dans une optique d'Education permanente et/ou non formelle, exclusive de toute forme d'offre d'animation spécialisée. Les activités doivent être considérées comme des moyens pour atteindre les objectifs fixés à l'article 3. Elles ne peuvent être considérées comme des fins en soi dans le but d'une recherche d'acquisition de savoirs ou de performances; »;

7° un point 10° est inséré après le point 9°, rédigé comme suit :

« 10° garantir un fonctionnement au minimum :

a) pour les plaines de vacances, pendant trois périodes de cinq jours ouvrables, dont au moins deux consécutives durant les vacances d'été et au moins sept heures par jour;

b) pour les séjours de vacances et les camps de vacances, pendant une période de huit jours consécutifs dont six jours pleins durant les vacances scolaires d'été ou de six jours consécutifs dont quatre jours pleins pendant les autres périodes de congés scolaires. La période de huit jours consécutifs peut être réduite à six jours consécutifs dont quatre jours pleins durant les vacances d'été, lorsque les enfants concernés ont moins de huit ans. »

**Art. 12.** A l'article 8 du même décret, les mots « l'organisateur » sont remplacés par les mots « un pouvoir organisateur ».

**Art. 13.** A l'article 9 du même décret, les mots « Il statue sur les demandes d'agrément ou sur les retraits d'agrément. » sont supprimés.

**Art. 14.** Dans le même décret, il est inséré un chapitre 4 intitulé « Des subventions ».

Ce chapitre 4 regroupe les articles 10 à 13 du même décret.

**Art. 15.** L'article 10 du même décret, modifié par le décret-programme du 17 décembre 2003 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, le recouvrement des créances, la RTBF, les experts et les commissaires aux comptes du Gouvernement, l'Ecole d'administration publique de la Communauté française, l'ETNIC, l'aliénation des immeubles domaniaux appartenant à la Communauté française, les institutions universitaires, les statuts des personnels de l'enseignement, l'enseignement, les centres psycho-médico-sociaux, les centres de vacances, le sport, l'éducation permanente et les infrastructures culturelles, est remplacé par ce qui suit :

« Article 10. Le centre de vacances, organisé par un pouvoir organisateur agréé répondant au prescrit de l'article 7 et organisé durant les congés scolaires de deux semaines consécutives au moins, peut se voir accorder une subvention, pouvant couvrir des frais d'encadrement et/ou de fonctionnement tels que visés aux articles 11 et 12, s'il remplit les conditions suivantes :

1° avoir organisé au minimum :

a) pour les plaines de vacances : trois périodes de cinq jours ouvrables, dont au moins deux consécutives durant les vacances d'été et au moins sept heures par jour;

b) pour les séjours de vacances et les camps de vacances : une période de huit jours consécutifs dont six jours pleins durant les vacances d'été ou de six jours consécutifs dont quatre jours pleins pendant les autres périodes de congés scolaires. La période de huit jours consécutifs peut être réduite à six jours consécutifs dont quatre jours pleins durant les vacances d'été, lorsque les enfants concernés ont moins de huit ans;

2° avoir accueilli :

a) pour les séjours et les camps de vacances, au minimum 13 enfants âgés de 30 mois à 15 ans par journée d'animation;

b) pour les plaines de vacances, une moyenne journalière égale ou supérieure à 13 enfants âgés de 30 mois à 15 ans par période de cinq jours;

3° avoir mis en place un encadrement dont les normes minimales sont :

a) i) pour les plaines et séjours de vacances : un coordinateur ou un animateur qui effectue son stage pratique de 2<sup>e</sup> cycle de formation de coordinateur de centres de vacances;

ii) pour les camps de vacances : un responsable qualifié ou un coordinateur ou un animateur qui effectue son stage pratique de 2<sup>e</sup> cycle de formation de coordinateur de centres de vacances;

b) un animateur par groupe de huit enfants si l'un ou plusieurs des enfants sont âgés de moins de six ans;

c) un animateur par groupe de douze enfants âgés de plus de six ans;

d) un animateur sur trois au moins, au regard de l'encadrement minimal visé aux points b) et c), doit être soit qualifié, c'est-à-dire breveté ou assimilé, soit en 2<sup>e</sup> stage pratique du cycle de formation en vue de l'obtention du brevet d'animateur. »

**Art. 16.** L'article 11 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. La présence de personnel, tel que visé à l'article 10, 3° ouvre le droit à une subvention d'encadrement, dont le montant et les modalités de liquidation sont déterminés par le Gouvernement.

Les personnes en stage pratique dans le cadre de leur cursus de formation en vue de l'obtention du brevet d'animateur ou de coordinateur n'entrent pas dans le calcul de la dite subvention. »

**Art. 17.** A l'article 13 du même décret, la seconde phrase libellée comme suit : « Une subvention provisionnelle égale à 50 % maximum de la subvention octroyée au cours de l'année précédente peut être accordée par le Gouvernement sur base de critères objectifs » est remplacée par ce qui suit : « Le Gouvernement fixe les modalités de liquidation des subventions. Il définit la procédure de recours en cas de contestation du montant de la subvention ».

**Art. 18.** Dans le même décret, il est inséré un chapitre 5 intitulé « Dispositions particulières ».

Ce chapitre 5 regroupe les articles 14 à 15<sup>ter</sup> du même décret.

**Art. 19.** Dans le même décret, il est inséré un chapitre 6 intitulé « Du contrôle et de l'évaluation ».

Ce chapitre 6 regroupe les articles 16 et 17 du même décret.

**Art. 20.** Dans l'article 16 du même décret, les mots « et l'accompagnement pédagogique » sont insérés entre les mots « organise le contrôle » et les mots « des centres de vacances ».

**Art. 21.** L'article 17 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. L'application du présent décret fait l'objet d'une évaluation tous les 3 ans par la commission d'avis visée à l'article 17bis. »

**Art. 22.** Dans le même décret, il est inséré un chapitre 7 intitulé « Commission d'avis ».

Ce chapitre 7 comprend l'article 17bis du même décret.

**Art. 23.** Dans le chapitre 7 inséré par l'article 20, il est inséré un article 17bis rédigé comme suit :

« Art. 17bis. § 1<sup>er</sup>. Une commission générale d'avis relative aux centres de vacances est créée, laquelle a pour mission de conseiller le Gouvernement par rapport à sa politique en matière de centres de vacances et de faciliter la concertation entre les différents acteurs administratifs, politiques ou associatifs appelés à y collaborer. Elle peut d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou de l'O.N.E. se saisir de toute question relative à l'application du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution.

Elle se prononce sous forme d'avis.

La commission générale d'avis comporte en son sein deux commissions, une commission relative à l'agrément et une commission relative à la formation, lesquelles sont chargées de préparer les avis de la commission générale dans les matières qui relèvent de leurs compétences.

La commission relative à l'agrément est compétente pour préparer les avis notamment sur toute question relative aux agréments des pouvoirs organisateurs.

La commission relative à la formation est compétente pour préparer les avis notamment sur toute demande et retrait d'habilitation des organismes de formation et toute question relative à la formation d'animateur et de coordinateur de centres de vacances.

La commission relative à l'agrément et la commission relative à la formation sont exclusivement composées de membres de la commission générale d'avis.

Le Gouvernement détermine les modalités de composition et d'organisation des deux commissions.

§ 2. La commission générale d'avis est instituée par le Ministre de l'Enfance, auprès de l'ONE, pour une période de trois ans renouvelable. La commission générale d'avis se compose de :

1° un délégué du Ministre de l'Enfance et un délégué du Ministre ayant la politique de la jeunesse dans ses attributions;

2° trois agents de l'O.N.E., dont au moins un membre du service Centres de Vacances et un représentant des coordinateurs de milieux d'accueil;

3° deux délégués de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie et un délégué de l'Association de la ville et des communes de la Région bruxelloise;

4° un représentant du Service de la Jeunesse et un représentant du service de l'inspection de la DG culture;

5° six délégués de la Commission Consultative des Organisations de Jeunesse dont trois ont pour activités l'organisation de plaines de vacances, un l'organisation de séjours de vacances et un l'organisation de camps de vacances;

6° quatre délégués d'organismes de formation habilités pour la formation d'animateurs et pour la formation de coordinateurs de centres de vacances, dont minimum trois doivent être issus d'organisations de jeunesse;

7° deux délégués de pouvoirs organisateurs ou de groupement de pouvoirs organisateurs de centres de vacances associatifs non représentés en vertu des catégories 1° à 6° dont un représentatif de pouvoirs organisateurs actifs en Région bruxelloise et l'autre représentatif de pouvoirs organisateurs actifs en Région de langue française.

Les membres visés aux 3°, 5°, 6° et 7° peuvent voir renouveler leur mandat deux fois au sein de la commission. A défaut de candidature, le délégué peut voir son mandat renouvelé une troisième fois.

Les membres visés au 6° sont choisis par le Ministre ayant la politique de la jeunesse dans ses attributions sur la base d'un appel à candidatures adressé à tous les organismes de formation habilités. L'acte de candidature doit être motivé.

Les membres visés au 7° sont choisis par le Ministre de l'Enfance sur la base d'un appel à candidatures adressé à tous les pouvoirs organisateurs de centres de vacances agréés. L'acte de candidature doit être motivé et la candidature soutenue par d'autres pouvoirs organisateurs de centres de vacances associatifs.

Le Ministre de l'Enfance désigne un président au sein de la commission générale d'avis. Le secrétariat de la commission générale d'avis est assuré par l'O.N.E.

§ 3. La commission générale d'avis, qui a son siège à l'O.N.E., se réunit au moins deux fois par an. Elle doit être convoquée dans un délai minimum de cinq jours ouvrables précédant la réunion.

La commission générale d'avis siège valablement quel que soit le quorum de présence pour autant que cinq catégories de membres au moins soient représentées.

Elle délibère à la majorité absolue des membres présents et à huis-clos.

La commission générale d'avis adopte son propre règlement d'ordre intérieur. Dans tous les cas, celui-ci prévoit les règles déontologiques applicables, notamment lorsqu'un dossier concernant un des membres de la commission générale d'avis est mis à l'ordre du jour de la commission générale d'avis ou d'une des deux commissions. Ce règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du Ministre de l'Enfance et du Ministre ayant la politique de la jeunesse dans ses attributions.

La commission générale d'avis rend compte annuellement de ses activités au Ministre de l'Enfance et au Ministre ayant la politique de la jeunesse dans ses attributions. »

**Art. 24.** Dans le même décret, il est inséré un chapitre 8 intitulé « Disposition finale ».

Ce chapitre 8 comporte l'article 18 du même décret.

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 25.** Les pouvoirs organisateurs qui sont agréés avant le 1<sup>er</sup> septembre 2009 doivent introduire une nouvelle demande d'agrément pour l'ensemble des centres de vacances qu'ils organisent conformément au décret de la Communauté française du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances tel que modifié dès que l'un des centres de vacances qu'ils organisent perd l'agrément dont il bénéficie ou que celui-ci arrive à échéance.

**Art. 26.** Les organismes de formation habilités avant le 15 janvier 2009 ne doivent réintroduire une demande d'habilitation que pour les formations d'animateur ou de coordinateur de centres de vacances qu'ils organisent au-delà d'un délai de 18 mois suivant l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 27.** L'évaluation, visée à l'article 21 du présent décret, a lieu pour la première fois au cours de la 3<sup>e</sup> année qui suit l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 28.** Les personnes visées à l'article 5, §§ 3 à 6, du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances tel que modifié par le présent décret et qui sont assimilées à du personnel qualifié avant le 1<sup>er</sup> octobre 2011 ne doivent pas justifier de la formation complémentaire visée à l'article 5, § 8, du décret du 17 mai 1999 précité.

**Art. 29.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

Chr. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale

M. TARABELLA

—————  
Note

(1) *Session 2008-2009.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 686-1. — Amendements de Commission, n° 686-2. — Rapport, n° 686-3.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion. Séance du 27 avril 2009. — Adoption. Séance du 28 avril 2009.

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2612

[C – 2009/29365]

**30 APRIL 2009.** — **Decreet houdende wijziging van het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra*

**Artikel 1.** In het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra wordt een hoofdstuk I ingevoegd luidend « Toepassingsgebied en doelstellingen ».

Dit hoofdstuk I groepeert de artikelen 1 tot 4 van datzelfde decreet.

**Art. 2.** In artikel 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 1e lid worden de woorden « inrichtende machten van de » ingevoegd tussen de woorden « voor de erkenning van de » en « vakantiecentra »;

2° in het 1e lid wordt het woord « erkende » geschrapt;

3° een nieuw 2e lid wordt ingevoegd, luidend als volgt : « Hij bepaalt de voorwaarden voor het behalen van het brevet van animator en coördinator van vakantiecentra. »;

4° in het vroegere 2e lid, dat het 3e lid wordt, worden de woorden « indien hij op voorhand niet werd erkend in toepassing van dit decreet » vervangen door de woorden « indien hij niet georganiseerd wordt door een inrichtende macht op voorhand erkend bij toepassing van dit decreet. »

**Art. 3.** In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de woorden « van ten minste twee opeenvolgende weken » vervangen door de woorden « van ten minste een week ».

**Art. 4.** In hoofdstuk I van hetzelfde decreet wordt een artikel *4bis* ingevoegd tussen artikel 4 en artikel 5, luidend als volgt :

« Art. *4bis*. De « O.N.E. » neemt, wat hem betreft, de uitvoering waar van de nadere regels waar bepaald door de Regering bij toepassing van de artikelen 5, § 7, 9, 11 tot 13, 16 en *17bis*. »

**Art. 5.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk 2 ingevoegd, luidend « Kwalificatie van de omkadering ».

Dat hoofdstuk 2 groepeert de artikelen 5 en 6 van hetzelfde decreet.

**Art. 6.** Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 5. § 1. In de vakantiecentra worden de kinderen en de jongeren begeleid door geschoold personeel volgens de minimale begeleidingsnormen bepaald in artikel 7, 8°.

§ 2. Onder geschoold personeel wordt verstaan :

1° de gebrevetteerde animator, die ten minste zeventien jaar oud is, houder van een brevet van animator van vakantiecentra, gehomologeerd door de Franse Gemeenschap;

2° de coördinator die de animator is bedoeld in 1°, § 3, § 4 of § 5, die achttien jaar oud is en die houder is van het brevet van coördinator van vakantiecentra, gehomologeerd door de Franse Gemeenschap;

3° de geschoolde verantwoordelijke die de gebrevetteerde animator is, die minstens achttien jaar oud is, aangesteld door de instanties van een jeugdbeweging erkend door de Franse Gemeenschap en die het bewijs levert van een ervaring van minstens één jaar animatie, na het behalen van het brevet van animator van vakantiecentra.

§ 3. De personen die het bewijs leveren van een nuttige ervaring van honderd vijftig prestatie-uren in een erkend vakantiecentrum en die houder zijn van één van de volgende bekwaamheidsbewijzen, worden gelijkgesteld met het geschoold personeel bedoeld in § 2, 1° :

1° een eindexamen of -getuigschrift van sociale of pedagogische studies, minstens van het niveau van het hoger secundair technisch onderwijs;

2° een eindexamen of -getuigschrift van het niveau van het sociaal, pedagogisch hoger onderwijs, of hoger onderwijs voor lichamelijke opvoeding minstens van het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie;

3° een brevet van instructeur lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens uitgereikt door de centrale directie van de jeugdorganisaties en de organisaties voor volwassenen volgens de criteria van het ministerieel besluit van 20 mei 1976.

§ 4. De personen die het bewijs leveren van een nuttige ervaring van honderd vijftig prestatie-uren in erkende vakantiecentra en die houder zijn van een eindexamen of -getuigschrift van kinderverzorger, worden gelijkgesteld met het geschoold personeel bedoeld bij § 2, 1° voor de begeleiding van kinderen van zes jaar en minder.

§ 5. De personen die het bewijs leveren van een nuttige ervaring van honderd vijftig prestatie-uren in erkende vakantiecentra en die houder zijn van een kwalificatiegetuigschrift «kinderhulpverlener» specifiek voor het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie, worden gelijkgesteld met het geschoold personeel bedoeld bij § 2, 1°.

§ 6. De personen die het bewijs leveren van een nuttige ervaring van tweehonderd vijftig prestatie-uren in erkende vakantiecentra en die minstens houder zijn van een eindexamen of -getuigschrift van het niveau van het sociaal of pedagogisch hoger onderwijs, worden gelijkgesteld met het geschoold personeel bedoeld bij § 2, 2°.

§ 7. De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder de nuttige ervaring gebeurt en bekrachtigd wordt.

§ 8. Vanaf 1 oktober 2011 moeten de personen bedoeld in de paragrafen 3 tot 6, om gelijkgesteld te kunnen worden met geschoold personeel, naast de nuttige ervaring en het vereiste diploma, bewijs of getuigschrift, het bewijs leveren van een bijkomende opleiding van maximaal 40 uren, gericht op de specificiteiten van de opvang van kinderen in vakantiecentra.

Een afwijking kan door de O.N.E. toegekend worden aan de inrichtende machten voor de vakantiecentra georganiseerd tussen 1 oktober 2011 en 30 september 2012 als zij vaststellen dat ze niet in staat zijn in te staan voor de vereiste begeleiding met personeel dat aan de in het 1e lid bedoelde voorwaarden voldoet.

De nadere regels voor de bijkomende opleiding bedoeld in het 1e lid, qua definitie van het aanbod, van de inhoud, de duur en de doelpublieken, worden bepaald door de algemene adviescommissie en de O.N.E.

Dat aanbod van bijkomende opleiding wordt geïntegreerd in het driejaarlijkse opleidingsprogramma dat om de drie jaar door de Regering wordt bepaald, op de voordracht van de O.N.E. en na advies van de algemene adviescommissie betreffende de vakantiecentra. »

**Art. 7.** In hetzelfde decreet wordt een artikel *5bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *5bis*. § 1. De brevetten van animator van vakantiecentra en coördinator van vakantiecentra worden als volgt bepaald :

1° Het brevet van animator van vakantiecentra wordt uitgereikt op basis van de verwerving van een opleiding van driehonderd uren waarvan honderd vijftig uren theorielessen en honderd vijftig uren praktijkstage in een erkend vakantiecentrum;

2° Het brevet van coördinator van vakantiecentra wordt uitgereikt op basis van de verwerving van een opleiding van vierhonderd uren waarvan honderd vijftig uren theorielessen en tweehonderd vijftig uren praktijkstage in een erkend vakantiecentrum.

§ 2. De opleiding van animator van vakantiecentra :

1° maakt de deelnemer bekwaam voor de begeleiding en de animatie van een groep kinderen en/of adolescenten;

2° maakt de deelnemer bekwaam de educatieve opdracht van een vakantiecentrum waar te nemen, op basis van een pedagogisch project zoals bepaald in artikel 7, 3°;

3° past in een originele culturele actie inzake permanente opvoeding die tot doel heeft bij de deelnemers de volgende elementen te bevorderen en te ontwikkelen :

— de bekwaamheden voor het kiezen, het onderzoeken, het handelen en het evalueren;

— de verantwoordelijkheids- en actieve deelnemingshouding in een perspectief van individuele emancipatie en van collectieve opbouw.

De opleiding van coördinator van vakantiecentra :

- 1° laat de animator van vakantiecentra toe verantwoordelijk te zijn voor een vakantiecentrum;
- 2° laat de animator van vakantiecentra toe samen met zijn animatieploeg de toepassing van een pedagogisch project te ontwikkelen bepaald door een inrichtende macht van vakantiecentra;
- 3° past in een originele culturele actie inzake permanente opvoeding die tot doel heeft bij de deelnemers de volgende elementen te bevorderen en te ontwikkelen :
  - de bekwaamheden voor het kiezen, het onderzoeken, het handelen en het evalueren;
  - de verantwoordelijkheids- en actieve deelnemingshouding in een perspectief van individuele emancipatie en van collectieve opbouw.

De inhouden van de opleidingen betreffen inzonderheid de volgende vakken in rechtstreeks verband met de ambten uitgevoerd door de animators of de coördinatoren van vakantiecentra : expressie, creativiteit, gezondheid en welzijn van de kinderen, EHBO, preventie, deontologie, de goede behandeling van de kinderen, de actieve opvoedingsmethodes, de organisatie van activiteiten, communicatie, psychologie van het kind en van de adolescent, groepsbeheer, culturele ontwakking, de rechten van het Kind, de methodes en het belang van de permanente opvoeding in vakantiecentra, het beheer en de naleving van de verschillen, de band tussen het pedagogisch project van het vakantiecentrum, zijn toepassing en zijn evaluatie.

De Regering bepaalt de inhoud en de nadere regels voor de organisatie van de opleidingen alsook de voorwaarden waaronder de praktijkstage gebeurt en gekeurd wordt.

§ 3. De opleiding wordt georganiseerd door een opleidingsinrichting die door de Regering ertoe gemachtigd wordt, op advies van de algemene adviescommissie bedoeld in artikel 17bis.

De machtiging heeft betrekking op :

- 1° de naleving van de inhoud en de nadere regels betreffend de organisatie van de opleidingen;
- 2° de naleving van de nadere regels betreffende de homologatie van brevetten;
- 3° de samenstelling in de vorm van een vzw van de inrichting waarvan de maatschappelijke zetel in de Franse Gemeenschap moet gelegen zijn of het feit een openbare instelling te zijn;
- 4° een expertise vastgesteld in de organisatie van vakantiecentra als inrichtende macht of partner van een inrichtende macht;
- 5° de opbouw van een vormingsproject in verband met de behoeften van de velden;
- 6° de tenuitvoerlegging, binnen de opleidingen georganiseerd in het kader van de machtiging, van methodes die toelaten de door de Permanente opvoeding beoogde doelstellingen te bereiken, zoals bepaald in artikel 5bis, § 2.
- 7° de aanvaarding door de opleidingsinrichting de controle onder te gaan die georganiseerd wordt door de Regering.

De bevoegd verklaarde instelling neemt daarenboven actief deel aan het proces voor de evaluatie van de opleiding vastgesteld door de adviescommissie bedoeld in artikel 17bis. Hij verbindt zich er eveneens toe de aan de deelnemers gevraagde deelnemingskosten te beperken volgens een plafond bepaald door de Regering op advies van de adviescommissie bedoeld in artikel 17bis.

Die machtiging wordt toegekend voor een hernieuwbare periode van 5 jaar. Zij kan ingetrokken worden van de opleidingsinrichting die niet meer aan de vereiste machtigingsvoorwaarden voldoet of die zich niet meer onderwerpt aan de verplichtingen die zij moet naleven.

De Regering bepaalt de procedure waaronder de machtiging wordt toegekend en ingetrokken.

De Regering bepaalt de procedure voor het beroep tegen de beslissingen van weigering of intrekking van de machtiging.

§ 4. Het behalen van het brevet wordt onderworpen aan de beslissing van de pedagogische ploeg gemandateerd door de opleidingsinrichting, op het einde van het opleidingsparcours met de theoretische opleiding en de praktijkstage.

§ 5. De brevetten die beantwoorden aan alle voorwaarden bepaald in de §§ 1 tot 4 worden onderworpen aan de homologatie van de Franse Gemeenschap. De Regering bepaalt er de procedure van.

§ 6. De Regering bepaalt de praktische nadere regels volgens welke een gelijkstelling met het brevet van animator of met het brevet van coördinator bedoeld in § 1 uitgereikt kan worden wanneer niet aan alle voorwaarden van dit artikel voldaan wordt. Die gelijkstellingen worden toegekend op eensluidend advies van de algemene adviescommissie bedoeld in artikel 17bis met inachtneming van :

- 1° de opleidingen gevolgd buiten het onderwijs van de Franse Gemeenschap, bekrachtigd door de opleidingsinrichtingen. Om in aanmerking genomen te worden, moet een verband vastgesteld worden tussen de inhouden en de doelstellingen van die opleidingen en die bepaald voor het behalen van het brevet. Als die opleidingen niet bekrachtigd worden door een bewijs dat kan worden overgelegd, moeten minimaal 120 uren opleiding in aanmerking kunnen worden genomen om een recht te geven op een gelijkstelling.
- 2° de bekwaamheidsbewijzen (diploma's en/of getuigschriften) verworven in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, minstens van het niveau van het hoger secundair onderwijs voor de animators en van het hoger niveau voor de coördinatoren. Om in aanmerking te kunnen worden genomen, moeten deze diploma's uitgereikt worden op het einde van de studies met finaliteit van pedagogisch, sociaal of artistiek type.
- 3° de ervaring verworven in andere omgevingen dan vakantiecentra en binnen vakantiecentra.

Voor elke gelijkstelling,

- moet de meerderheid van de inhouden en doelstellingen van de opleiding aan bod zijn gekomen;
- moet een ervaring verworven zijn in vakantiecentra, waarvan het aantal uren niet lager kan zijn dan het aantal uren vereist voor de praktijkstage van het brevet bedoeld door de gelijkstelling.

Op advies van de adviescommissie bedoeld in artikel 17bis bepaalt de Regering het aantal vereiste uren in functie van criteria houdende rekening met de gevolgde opleidingen en/of behaalde bekwaamheidsbewijzen.

§ 7. Niemand kan het brevet van animator van vakantiecentra of van coördinator van vakantiecentra uitreiken of om het even welke manier refereren naar de vakantiecentra van de Franse Gemeenschap in de documenten betreffende de opleidingen die hij organiseert als hij er vooraf niet toe gemachtigd werd bij toepassing van dit decreet. »



**Art. 8.** In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « zoals bepaald in artikel 7, 8° » worden ingevoegd tussen de woorden « een vakantiecentrum » en « moet »;

2° de woorden « volkomen 16 jaar oud zijn en moet » worden ingevoegd tussen de woorden « moet » en « een goed zedelijk gedrag hebben »;

3° na de woorden « een goed zedelijk gedrag hebben » moet het woord « en » vervangen worden door het woord « . Zij ».

**Art. 9.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk 3 ingevoegd, luidend « De erkenning ».

Dat hoofdstuk 3 groepeert de artikelen *6bis*, zoals ingevoegd bij dit decreet, tot 9 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra.

**Art. 10.** In hoofdstuk 3 van hetzelfde decreet ingevoegd bij artikel 8 wordt een artikel *6bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *6bis*. Een inrichtende macht moet een erkenning aanvragen per type vakantiecentrum bedoeld in artikel 2 dat hij organiseert. »

**Art. 11.** In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin worden de woorden « de organisator van een vakantiecentrum » vervangen door de woorden « , de inrichtende macht van een of meerdere centra »;

2° punt 3° wordt vervangen door hetgeen volgt :

« 3° met inachtneming van het kwaliteitscode voor de opvang, een opvangproject bepalen met daarin :

a) een pedagogisch project dat aan de in artikel 3 bedoelde opdrachten beantwoordt en de beoogde doelstellingen, de methoden en de aangewende middelen vaststelt; dat project houdt rekening met de socioculturele elementen van de gemeenschap;

b) een huishoudelijk reglement dat de praktische nadere regels voor de werking, de organisatie, het beheer van de human resources, de samenwerking met verschillende partners en de ouders bepaalt; dat reglement bepaalt eveneens het stelsel dat moet worden ontwikkeld opdat de toegang en de deelneming van de kinderen gegarandeerd zouden worden en niet verhinderd door het bedrag van de financiële bijdrage eventueel verschuldigd door de ouders; de inrichtende macht verbindt zich ertoe dat de ouders of de personen die ouderlijk gezag uitvoeren geïnformeerd zouden zijn over de inhoud van dat reglement; »;

3° in punt 5° worden de woorden « over een vaste of beweegbare infrastructuur beschikken » vervangen door de woorden « zich ertoe verbinden over een vaste of beweegbare infrastructuur te beschikken »;

4° in punt 6° wordt de inleidende zin « zich ertoe verbinden door verzekeringspolissen de dekking te garanderen van : » vervangen door hetgeen volgt : « 6° verzekeringspolissen hebben met dekking van : »;

5° punt 8° wordt vervangen door hetgeen volgt :

« 8° zich ertoe verbinden een begeleiding te garanderen waarvan de minimale normen zijn :

a) i) voor de vakantiepleinen en -verblijven : een coördinator of een animator die zijn praktijkstage uitvoert van 2e opleidingscyclus van coördinator van vakantiecentra;

ii) voor de vakantiecampen : een geschoolde verantwoordelijke of een coördinator of een animator die zijn praktijkstage van 2e opleidingscyclus van coördinator van vakantiecentra uitvoert;

b) een animator per groep van acht kinderen als een of meerdere kinderen minder dan zes jaar oud zijn;

c) een animator per groep van twaalf kinderen van meer dan zes jaar;

d) een animator op drie ten minste, ten aanzien van de minimale begeleiding bedoeld in de punten b) en c) die hetzij geschoold, dus houder van een brevet of gelijkaardig, ofwel in 2e praktijkstage is in zijn opleidingscursus met het oog op het behalen van het brevet van animator; »;

6° punt 9° wordt vervangen door hetgeen volgt : « 9° zich ertoe verbinden gevarieerde activiteiten voor te stellen en te organiseren die de deelneming van alle bevordert in een kader van Permanente opvoeding en/of niet formeel, met uitsluiting van elk aanbod van gespecialiseerde animatie. De activiteiten moeten beschouwd worden als middelen om de in artikel 3 bedoelde doelstellingen te bereiken. Zij kunnen niet als doel beschouwd worden voor het zoeken naar het verwerven van kennis en deskundigheid; »;

7° een punt 10° wordt ingevoegd na het punt 9°, luidend als volgt : « 10° een minimale werking garanderen :

a) voor de vakantiepleinen, gedurende drie van de vijf werkdagen, waarvan minstens twee opeenvolgende dagen tijdens de zomervakantie en minstens zeven uur per dag;

b) voor de vakantieverblijven en de vakantiecampen, gedurende een periode van acht opeenvolgende dagen waarvan zes volledige dagen tijdens de zomervakantie of zes opeenvolgende dagen waarvan vier volledige dagen tijdens de andere periodes van schoolverlof. De periode van acht opeenvolgende dagen kan naar zes opeenvolgende dagen gebracht worden waarvan vier volledige dagen tijdens de zomervakantie, wanneer de betrokken kinderen minder dan acht jaar oud zijn. »

**Art. 12.** In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de woorden « de organisator » vervangen door de woorden « een inrichtende macht ».

**Art. 13.** In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de woorden « Zij beslist over de aanvragen tot erkenning of over de intrekkingen van de erkenning. » geschrapt.

**Art. 14.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk 4 ingevoegd luidend « Subsidies ».

Dat hoofdstuk 4 groepeert de artikelen 10 tot 13 van hetzelfde decreet.

**Art. 15.** Artikel 10 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 december 2003 houdende verscheidene maatregelen inzake begrotingsfondsen, inning van schuldvorderingen, de RTBF, de deskundigen en commissarissen der rekeningen van de Regering, de « Ecole d'Administration publique » (School voor Overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap, het ETNIC, de vervreemding van onroerende domeingoederen die tot de Franse Gemeenschap behoren, de universitaire instellingen, de statuten van het onderwijspersoneel, het onderwijs, de psycho-medisch-sociale centra, de vakantiecentra, de sport, de permanente opvoeding en de culturele infrastructuur, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 10. Het vakantiecentrum, georganiseerd door een erkende inrichtende macht die aan de bepalingen van artikel 7 beantwoordt en georganiseerd wordt tijdens de schoolverloven van minstens twee opeenvolgende weken, kan een subsidie toegekend krijgen, die de begeleidingskosten en/of werkingskosten kan dekken zoals bepaald in de artikelen 11 en 12, als het aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° minstens het volgende georganiseerd hebben :

a) voor de vakantiepleinen : drie periodes van vijf werkdagen waarvan minstens twee opeenvolgende dagen tijdens de zomervakantie en minstens zeven uur per dag;

b) voor de vakantieverblijven en de vakantiecampen : een periode van acht opeenvolgende dagen waarvan zes volledige dagen tijdens de zomervakantie of zes opeenvolgende dagen waarvan vier volledige dagen tijdens de andere periodes van schoolvakanties. De periode van acht opeenvolgende dagen kan gebracht worden naar zes opeenvolgende dagen waarvan vier volledige dagen tijdens de zomervakantie, wanneer de betrokken kinderen jonger dan acht jaar zijn;

2° minstens het volgende aantal kinderen hebben opgevangen :

a) voor de vakantieverblijven en -kampen, minstens 13 kinderen van minstens 30 maanden en maximaal 15 jaar oud per animatiedag;

b) voor de vakantiepleinen, een dagelijks gemiddelde gelijk aan of groter dan 13 kinderen tussen 30 maanden en 15 jaar oud per periode van vijf dagen;

3° een begeleiding tot stand hebben gebracht waarvan de minimale normen de volgende zijn :

a) i) voor de vakantiepleinen en -verblijven : een coördinator of een animator die zijn praktijkstage uitvoert van de 2e opleidingscyclus voor coördinator van vakantiecentra;

ii) voor de vakantiecampen : een geschoold verantwoordelijke of een coördinator of een animator die zijn praktijkstage van de 2e opleidingscyclus voor coördinator van vakantiecentra uitvoert;

b) een animator per groep van acht kinderen als één of meerdere kinderen minder dan zes jaar oud zijn;

c) een animator per groep van twaalf kinderen van meer dan zes jaar oud;

d) een animator op drie minstens, volgens de minimale begeleiding bedoeld in de punten b) en c), moet bekwaam zijn, dit wil zeggen houder van een brevet of daarmee gelijkgesteld, ofwel in het 2e jaar praktijkstage van een opleidingscyclus voor het behalen van het brevet van animator. »

**Art. 16.** Artikel 11 van het decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 11. De aanwezigheid van personeel, zoals bedoeld in artikel 10, 3° geeft recht op een begeleidingssubsidie, waarvan het bedrag en de nadere uitbetalingsregels bepaald worden door de Regering.

De personen die een praktijkstage lopen in het kader van hun opleidingscursus met het oog op het bekomen van het brevet van animator of coördinator komen niet in aanmerking voor de berekening van de bedoelde subsidie. »

**Art. 17.** In artikel 13 van hetzelfde decreet wordt de tweede zin, luidend als volgt : « De provisionele toelage, gelijk aan maximum 50 % van de toelage toegekend tijdens het vorig jaar, kan door de Regering toegekend worden op basis van objectieve criteria. » vervangen door hetgeen volgt : « De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitbetaling van de subsidies. Zij bepaalt de beroepsprocedure in geval van betwisting van het bedrag van de subsidie. »

**Art. 18.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk 5 ingevoegd, luidend als volgt : Bijzondere bepalingen».

Dat hoofdstuk 5 groepeert de artikelen 14 tot 15<sup>ter</sup> van hetzelfde decreet.

**Art. 19.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk 6 ingevoegd luidend « Controle en evaluatie ».

Dat hoofdstuk groepeert de artikelen 16 en 17 van hetzelfde decreet.

**Art. 20.** In artikel 16 van hetzelfde decreet worden de woorden « en de pedagogische begeleiding » ingevoegd tussen de woorden « organiseert het toezicht » en « op de vakantiecentra ».

**Art. 21.** Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 17. De toepassing van dit decreet wordt om de drie jaar geëvalueerd door de in artikel 17<sup>bis</sup> bedoeld adviescommissie. »

**Art. 22.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk 7 ingevoegd, luidend « Adviescommissie ».

Dat hoofdstuk 7 bevat artikel 17<sup>bis</sup> van hetzelfde decreet.

**Art. 23.** In hoofdstuk 7 ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel 17bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 17bis. § 1. Een algemene adviescommissie betreffende de vakantiecentra wordt opgericht, die als opdracht heeft de Regering raadgeving te bezorgen in verband met het beleid inzake vakantiecentra en om het overleg met de verschillende bestuurs-, -beleids- of verenigingspartners te vergemakkelijken of op aanvraag van de Regering of van de O.N.E. elke vraag te behandelen betreffende de toepassing van dit decreet of van de uitvoeringsbesluiten.

Zij geeft adviezen.

De algemene adviescommissie bestaat uit twee commissies, een commissie betreffende de erkenning en een commissie betreffende de opleiding, die belast zijn adviezen voor te bereiden van de algemene commissie voor de onderwerpen die tot hun bevoegdheden behoren.

De commissie betreffende de erkenning is bevoegd om adviezen voor te bereiden inzonderheid betreffende elke vraag in verband met de erkenningen van de inrichtende machten.

De commissie betreffende de opleiding is bevoegd om de adviezen voor te bereiden inzonderheid over elke aanvraag om en intrekking van een erkenning van de opleidingsorganen en over elke vraag betreffende de opleiding van animator en coördinator van vakantiecentra.

De commissie betreffende de erkenning en de commissie betreffende de opleiding bestaan uitsluitend uit leden van de algemene adviescommissie.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de samenstelling en de organisatie van de twee commissies.

§ 2. De algemene adviescommissie wordt samengesteld door de Minister van Kinderwelzijn, bij de O.N.E., voor een hernieuwbare periode van drie jaar. De algemene adviescommissie bestaat uit :

1° een afgevaardigde van de Minister van Kinderwelzijn en een afgevaardigde van de Minister bevoegd voor het jeugd beleid;

2° drie ambtenaren van de O.N.E., waaronder minstens een lid van de dienst Vakantiecentra en een vertegenwoordiger van de coördinatoren van de opvangmilieus;

3° drie afgevaardigden van de « Union des Villes et des Communes de Wallonie » en een afgevaardigde van de « Association de la ville et des communes de la Région bruxelloise »;

4° een afgevaardigde van de Jeugddienst en een vertegenwoordiger van de inspectiedienst van de Algemene directie Cultuur;

5° zes afgevaardigden van de Adviescommissie van de Jeugdorganisaties waarvan drie als activiteit de organisatie van vakantiepleinen hebben, één de organisatie van vakantieverblijven en één de organisatie van vakantiecampen hebben;

6° vier afgevaardigden van opleidingsorganen gemachtigd voor de opleiding van animators en voor de opleiding van coördinatoren van vakantiecentra, waarvan minstens drie uit jeugdorganisaties moeten komen;

7° twee afgevaardigden van inrichtende machten of van groepen van inrichtende machten van verenigingsvakantiecentra die niet-vertegenwoordigd zijn krachtens de categorieën 1° tot 6°, waarvan één de inrichtende machten aanwezig in het Brussels Gewest vertegenwoordigt en de andere de inrichtende machten aanwezig in het Frans taalgebied vertegenwoordigen.

Het mandaat van de leden bedoeld in 3°, 5°, 6° en 7° kan twee maal binnen de commissie hernieuwd worden. Bij afwezigheid van kandidaturen, kan het mandaat van de afgevaardigde een derde keer hernieuwd worden.

De leden bedoeld in 6° worden gekozen door de Minister bevoegd voor het jeugd beleid op basis van een oproep tot kandidaten gericht tot alle gemachtigde opleidingsinrichtingen. De kandidatuur moet gemotiveerd zijn.

De leden bedoeld in 7° worden gekozen door de Minister van Kinderwelzijn op basis van een oproep tot kandidaten gericht tot alle inrichtende machten van erkende vakantiecentra. De kandidatuur moet gemotiveerd zijn en gesteund zijn door andere inrichtende machten van verenigingsvakantiecentra.

De Minister van Kinderwelzijn stelt een voorzitter aan binnen de algemene adviescommissie. Het secretariaat van de algemene adviescommissie wordt door de O.N.E. waargenomen.

§ 3. De algemene adviescommissie, waarvan de zetel op de O.N.E. gevestigd is, komt minstens twee keer per jaar bijeen. Zij wordt bijeengeroepen binnen een termijn van maximaal vijf werkdagen vóór de vergadering.

De algemene adviescommissie zetelt geldig ongeacht het aanwezigheidsquorum voor zover minstens vijf categorieën van leden vertegenwoordigd zijn.

Zij beraadslagt en beslist met de absolute meerderheid van de aanwezige leden en met gesloten deuren.

De algemene adviescommissie neemt haar eigen huishoudelijk reglement aan. In elk geval bepaalt dit reglement de van toepassing zijnde deontologische regels, inzonderheid wanneer een dossier betreffende een van de leden van de algemene adviescommissie op de agenda wordt gezet van de algemene adviescommissie of van een van de twee commissies. Dat huishoudelijk reglement wordt onderworpen aan de goedkeuring van de Minister van Kinderwelzijn en van de Minister bevoegd voor het Jeugd beleid.

De algemene adviescommissie maakt jaarlijks verslag over haar activiteiten aan de Minister van Kinderwelzijn en aan de Minister bevoegd voor het Jeugd beleid. »

**Art. 24.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk 8 ingevoegd, luidend « Slotbepaling ».

Dat hoofdstuk 8 bevat artikel 18 van hetzelfde decreet.

#### HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 25.** De inrichtende machten die erkend zijn vóór 1 september 2009 moeten een nieuwe aanvraag om erkenning indienen voor het geheel van de vakantiecentra die zij organiseren overeenkomstig het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra zoals gewijzigd zodra één van die vakantiecentra die zij organiseren de erkenning verliest die het geniet of wanneer die ten einde komt.

**Art. 26.** De opleidingsinrichtingen die gemachtigd zijn vóór 15 januari 2009 moeten een aanvraag om machtiging slechts indienen voor de opleidingen van animator of coördinator van vakantiecentra die zij organiseren na een termijn van 18 maanden volgend op de inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 27.** De evaluatie, bedoeld in artikel 21 van dit decreet, heeft voor het eerst plaats tijdens het 3e jaar volgend op de inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 28.** De personen bedoeld in artikel 5, §§ 3 tot 6, van het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecetra zoals gewijzigd bij dit decreet en die gelijkgesteld worden met gekwalificeerd personeel vóór 1 oktober 2011 moeten geen bewijs leveren van de bijkomende opleiding bedoeld in artikel 5, § 8 van voormeld decreet van 17 mei 1999.

**Art. 29.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 april 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,  
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA

—  
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 686-1. — Commissieamendementen, nr. 686-2. — Verslag, nr. 686-3.

*Integrale verslagen.* — Bespreking. Vergadering van dinsdag 27 april 2009. — Aanneming. Vergadering van 28 april 2009.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2613 (2009 — 2417)

[2009/203287]

**27 MAI 2009.** — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant, pour l'année 2009, les modalités de la prise en charge par la Région d'une aide à la location d'un logement inoccupé à prendre en gestion par un pouvoir local, une régie autonome ou une société de logement de service public. — Erratum

Il convient de lire, à l'article 2, § 2, 2<sup>e</sup> alinéa, point 4, de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 9 juillet 2009, à la page 47514 :

"4. le territoire des communes considérées comme des zones de très forte pression foncière, où le prix moyen des maisons ordinaires excède, sur base des statistiques de l'Institut national des Statistiques les plus récentes, de plus de 50 % le prix moyen des mêmes maisons calculé sur le territoire régional; la liste des communes est fixée annuellement et revue au mois de juillet pour être d'application au 1<sup>er</sup> janvier suivant;"

### ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2613 (2009 — 2417)

[2009/203287]

**27. MAI 2009** — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung für das Jahr 2009 der Modalitäten für die Übernahme durch die Region einer Mietbeihilfe für eine leerstehende Wohnung, deren Verwaltung durch eine lokale Behörde, eine autonome Regie oder eine Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes zu übernehmen ist. — Erratum

In Artikel 2, § 2, Absatz 2, Punkt 4 des vorerwähnten, im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Juli 2009, Seite 47514 veröffentlichten Erlasses ist das Folgende zu lesen:

"4. das Gebiet der als Gebiete mit sehr starkem Baudruck geltenden Gemeinden, wo der Durchschnittspreis der gewöhnlichen Wohnhäuser auf der Grundlage der neuesten Statistiken des Nationalen Statistischen Instituts den auf dem regionalen Gebiet gerechneten Durchschnittspreis der gleichen Häuser um mehr als 50 % überschreitet; die Liste der Gemeinden wird jährlich festgesetzt und im Juli angepasst, und gilt ab dem folgenden 1. Januar;"